

# **UNION DES COMORES**

**Unité – Solidarité – Développement**

**Allocution de**

**S.E. Dr. FOUAD MOHADJI**

**Vice - Président de l'Union des Comores,**

**A l'occasion de la Dix-huitième Conférence des Nations  
Unies sur les Changements Climatiques**

**Doha, Qatar, le 04 décembre 2012.**

**Son Altesse Sheikh Hamad Bin Khalifa Al-Thani, Emir de l'Etat du Qatar,**

**Excellences Mesdames et Messieurs les chefs d'Etat et de Gouvernement,**

**Mesdames et Messieurs les Ministres,**

**Excellence, Monsieur le S.G des Nations Unies**

**Excellence, Dr Abdullah Bin Hamad Al-Attiyat, Président de la Cop18,**

**Madame la Secrétaire Exécutive de la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques,**

**Honorables délégués,**

**Mesdames, Messieurs les membres de la société civile,**

**Mesdames, Messieurs les représentants des média,**

**Honorable assistance,**

**Assalamalaikumwarahamatullahwabarakatu**

C'est pour moi un immense honneur de prendre la parole au nom de Son Excellence, Dr IKILILOU DHOININE , Président de l'Union des Comores, qui regrette de n'avoir pu personnellement assister à cette conférence de Haut niveau sur le Climat, mais qui a tenu à vous faire part de son soutien inconditionnel à l'établissement d'un cadre global mondial pour les Changements Climatiques et vous exprimer combien il partage les inquiétudes face aux défis permanents et de plus

en plus pressants qui s'imposent à l'humanité en raison des perturbations liées au Changement Climatique.

### **Mesdames et Messieurs**

Je voudrais saisir cette opportunité pour rendre un vibrant et sincère hommage au Gouvernement et au peuple frère du Qatar pour l'accueil très chaleureux et fraternel qui nous a été réservé et les attentions particulières dont sommes entourés, depuis notre arrivée dans ce magnifique pays, et exprimer notre admiration pour l'excellente organisation de nos travaux.

Monsieur le Président, je vous félicite également, très chaleureusement, d'avoir été investi de la confiance et de la lourde responsabilité, oh ! combien exaltante, de diriger nos travaux. Vos hautes qualités humaines et votre dévouement personnel augurent des résultats satisfaisants, au cours de cette échéance majeure de la négociation climatique.

### **Mesdames, Messieurs,**

Majeure l'est très certainement cette échéance, puisqu'elle aura à sceller l'avenir du climat mondial, et donc à dessiner celui de l'humanité ou tout simplement, à décider de notre existence. En effet, les risques particulièrement catastrophiques liés aux bouleversements climatiques, se précisent, tandis que les chances de les éviter s'amenuisent jour après jour.

Et à ce titre, je voudrais remercier toutes les institutions qui travaillent incessamment à la veille scientifique sur le thème qui nous réunit aujourd'hui et qui nous permettent de prendre conscience, si besoin est, du danger qui nous guette. Les

conclusions qui en émanent appellent les Parties à la Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique et au Protocole de Kyoto à faire preuve d'une plus forte ambition dans l'effort collectif de réduction des émissions.

Ces apports ont notamment contribué à la prise de conscience universelle pour parvenir aux résultats de Durban, ouvrant la voie à un nouveau round de négociation avec la mise en place, après 2020, d'un régime climat fort dépassant les clivages traditionnels nord/sud.

### **Monsieur le Président,**

Le changement climatique est un des enjeux les plus graves auxquels l'humanité toute entière est confrontée et qui nécessite une action urgente, permanente et croissante dans l'avenir, afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre et de combattre les effets du changement climatique. De ce fait, nous devons combler les écarts importants entre les réductions des émissions et celles qui sont nécessaires, pour nous situer sur la route de la stabilisation de la température à 1,5 degrés, d'ici la fin du siècle. Et pour ce faire, nous avons besoin d'une réponse globale, à un niveau sans précédent et qui exigera un leadership au plus haut niveau.

Pour les Pays en développement, la priorité doit se traduire par la mise en œuvre de mesures d'adaptation appropriées. Ceci est particulièrement vrai pour les États Insulaires, tels que l'Union des Comores, considéré par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) comme étant l'un des plus vulnérables aux impacts du changement climatique. Ces états sont sous la menace permanente de

l'élévation du niveau des mers, des évènements climatiques extrêmes, des phénomènes de blanchissement de masse des coraux et des pénuries en eau et en nourriture.

On estime à 200 millions, le nombre d'habitants de ces pays, qui pourraient être contraints de migrer, d'ici la fin du siècle. Ainsi, au-delà des questions communes d'environnement et de développement, c'est bien de la survie de ces pays et de leurs populations qu'il est désormais question.

Face à cette situation et dans le cadre de la Stratégie de Maurice, les 5 pays de la Commission de l'Océan Indien ont lancé en 2008 le projet Acclimate, pour les aider à renforcer leurs capacités d'adaptation. Ce projet a permis d'asseoir les grandes lignes d'une Stratégie Régionale d'Adaptation, véritable feuille de route pour façonner l'action régionale. Au niveau des Comores, nous avons lancé sans tarder, des initiatives concrètes d'adaptation dans les secteurs de l'eau et de l'agriculture, sur financement du FEM dans le cadre du Fonds d'Adaptation pour les PMA, et avec le concours de nos partenaires au développement.

La situation des pays les Moins Avancés est également préoccupante. En effet, au cours de ces dix dernières années, ces pays ont connu cinq fois plus d'évènements météorologiques intenses que durant les années 1970. Le nombre de personnes touchées dans ces pays est passé de 10 millions environ, à près de 200 millions depuis le début de ce siècle. En ce qui concerne l'Afrique, sa population continue encore d'être victime de catastrophes climatiques, à cause de la croissance rapide des émissions qui ont connu en 2010, une augmentation de 20 % de plus qu'en 2000.

## **Mesdames et Messieurs**

Les changements climatiques que subissent les Comores, sont déjà perceptibles aujourd'hui. Ils viennent accentuer la vulnérabilité de ce petit état insulaire naturellement fragile, et qui faisait déjà face à de nombreux problèmes économiques et environnementaux.

A titre d'illustration, les pluies torrentielles qui ont frappé mon pays en 2012, ont occasionné des dégâts considérables dans tous les secteurs de l'économie. Les dégâts matériels directs à eux seuls sont estimés à 20 millions USD. Ces pluies diluviennes ont également touché plus de 25% de la population totale des Comores.

Les pertes occasionnées impactent bien entendu les plus pauvres, se traduisant par la destruction des routes et d'autres infrastructures, des terres agricoles, la perte d'animaux de ferme, et par des dommages importants sur les habitations et les infrastructures communautaires, fruits d'un engagement de la population dans leur propre développement. Enfin, la destruction d'un grand nombre d'infrastructures d'eau et d'assainissement, expose les populations touchées à des risques accrus d'épidémie et de maladies d'origine hydrique.

Je saisis cette occasion pour remercier la communauté internationale et la Diaspora comorienne, pour leur solidarité agissante en faveur des populations sinistrées.

Monsieur le Président,

Je voudrais à travers vous, exprimer notre profonde gratitude au Gouvernement et au peuple frère du Qatar, pour le soutien actif qu'ils nous ont apporté durant ces moments, oh ! Combien douloureux.

C'est également l'occasion pour moi, d'exprimer la compassion et la solidarité du peuple comorien aux délégations ici présentes, des pays qui ont été frappés par les récentes tragédies du même nom.

**Mesdames, Messieurs,**

Nos projections pour 2020, font ressortir un coût global des impacts économiques lié aux risques climatiques, de 506 millions de \$, soit 112% du PIB réel.

C'est dans ce contexte qu'il apparaît urgent et nécessaire de mettre en place un mécanisme opérationnel de financement des pertes et dommages, résultants des catastrophes naturelles. De la même façon, il est également impératif de renforcer les dispositifs nationaux de préparation, de prévention et de gestion des risques liés aux catastrophes naturelles.

**Monsieur le Président,**

Les décisions adoptées lors de la Conférence de Durban mettent en lumière une situation d'urgence. Ainsi, nous devons parvenir à un accord sur des objectifs clairs et ambitieux dans un cadre juridique à mettre en œuvre sur une base provisoire ; et pour les financements, sur un calendrier échelonné de 2013 à 2020. Des flux financier et technologique, sont en effet nécessaires, pour soutenir les pays en développement, dans leurs efforts à s'adapter aux

changements climatiques et à limiter leurs émissions. Plus que tout autre, cet aspect constituera un test du degré de la volonté et de l'engagement collectif à lutter contre la dérive climatique.

**Monsieur le Président,**

Les perspectives de développement des pays pauvres dépendent de leur capacité à s'adapter aux changements climatiques et au passage aux économies sobres en carbone. L'engagement des pays développés à fournir 100 milliards de dollars par an d'ici 2020 pour l'adaptation et l'atténuation n'est donc qu'un point de départ, par rapport à ce qui peut être finalement nécessaire.

Vous conviendrez alors avec moi, que l'heure est à l'action, et non plus aux grandes résolutions sans lendemain. Ne perdons plus de temps, concentrons nos efforts pour sauver l'humanité, et notre planète unique.

**JE VOUS REMERCIE DE VOTRE ATTENTION**